



ÉCONOMAT DES ARMÉES

DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTION DES ACHATS

Appel d'offres ouvert n°2025/0772/EdA-DA

Règlement de consultation (RC)

Fourniture de fruits et légumes de 1^{ère}, 4^{ème} et 5^{ème} gamme au profit des formations militaires stationnées en France métropolitaine

Annexes :

- Annexe 1 – Modalités de remise des offres sur la Place
- Annexe 2 – Montants estimatifs et maximums financiers – Ordre de préférence d'attribution
- Annexe 3 – Critères et sous-critères de notation des offres
- Annexe 4 – Capacité technique du candidat
- Annexe 5 – Référence du candidat
- Annexe 6 – Formulaire de pouvoir
- Annexe 7 – Liste des labels issus de l'agriculture biologique et produits éligibles "EGalim"
- Annexe 8 – Protocole de sécurité
- Annexe 9 – Situation du candidat vis-à-vis de la Russie

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE.....	3
ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4 – FORMALISME ET MODALITES DE REPONSE	6
4.1. Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	6
4.2. Modalités de retrait du DCE	6
4.3. Modalités de transmission des renseignements complémentaires sur le DCE.....	6
4.4. Forme juridique de la candidature	6
4.5. Format des candidatures et des offres.....	6
4.6. Date limite de réception des offres	7
4.7. Modalités et date de remise des échantillons.....	7
4.8. Durée de validité des offres (DVO).....	9
ARTICLE 5 – DOCUMENTS A REMETTRE.....	9
5.1. Documents à remettre pour la candidature	10
5.2. Documents à remettre pour l'offre	11
5.3. Documents à remettre par le titulaire pressenti (après notification).....	12
5.4. Copie de sauvegarde	12
5.5. Conditions de participation	13
ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	13
6.1. Critères d'analyse des candidatures	13
6.2. Critères de jugement des offres	14
ARTICLE 7 – DROIT – LANGUE ET MONNAIE APPLICABLES	16
7.1. Procédures de recours	16
7.2. Langue des accords-cadres à bons de commande.....	17
7.3. Monnaie applicable.....	17

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Econamat des Armées (EdA), établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), centrale d'achat du ministère des Armées, représenté par son directeur général, dénommé ci-après le pouvoir adjudicateur et situé à l'adresse suivante :

ÉCONOMAT DES ARMÉES
Direction Générale
26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX

L'EdA agit dans le cadre de la présente procédure pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs (dispositif de l'intermédiation contractuelle, article L2113-2 alinéa 2 du code de la commande publique).

L'EdA met en ligne ses consultations sur <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

2.1. OBJET DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

Les accords-cadres à bons de commande ont pour objet la fourniture de fruits et légumes de 1^{ère}, 4^{ème} et 5^{ème} gamme au profit des formations militaires stationnées en France métropolitaine.

Il s'agit d'accords-cadres à bons de commande pour lesquels l'EdA, centrale d'achat, agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs (intermédiation contractuelle).

Les modalités d'exécution des accords-cadres à bons de commande sont détaillées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que leurs annexes.

2.2. FORME ET NATURE DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

La consultation donne lieu à vingt-cinq (25) accords-cadres à bons de commande (Art R2162-1 et suivants du code de la commande publique) avec un estimatif financier annuel et un maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande considéré figurant dans l'annexe 2 au présent règlement de consultation et rappelé à l'article 3.2 du présent document.

Des quantités estimatives par produit sont mentionnées pour le lot ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

Limitation des lots à attribuer à un seul candidat :

Cette règle est appliquée après l'analyse et le classement des offres des candidats.

Un candidat peut se voir attribuer plusieurs lots, mais dans la limite d'un montant annuel hors taxe estimé à 8,5 millions d'euros, soit 70% du chiffre d'affaires global estimé à 12,2 millions d'euros hors taxe par an pour l'ensemble des accords-cadres à bons de commande. Le seuil de 8,5 millions d'euros est calculé selon l'ordre des lots pour lesquels le candidat a obtenu la meilleure note.

Si ce seuil est atteint pour un candidat, il obtiendra les lots par ordre de préférence indiqué dans sa réponse à l'appel d'offres via l'annexe 2 du présent document.

2.3. DUREE DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

Les accords-cadres à bons de commande prennent effet à compter de leur notification pour une période ferme de six (6) mois.

La date de notification constituant la date d'anniversaire.

Les accords-cadres à bons de commande sont tacitement reconductibles pour une période de sept (7) fois six (6) mois.

La date du début d'exécution des accords-cadres à bon de commande est estimée au 1er avril 2026.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

3.1. PROCEDURE DE PASSATION

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les articles R2161-2 et suivants du code la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

3.2. ALLOTISSEMENT, MONTANT ESTIMATIF ANNUEL, MAXIMUM FINANCIER, TAUX D'INTERMEDIATION CONTRACTUELLE

La consultation est composée de vingt-cinq (25) lots.

Les montants estimatifs annuels de la consultation ainsi que les maximums financiers sur la durée totale des accords-cadres à bons de commandes sont détaillés ci-dessous.

L'annexe 2 au présent document détaille l'intitulé des lots, les montants financiers estimatifs annuels, maximums financiers et le taux d'intermédiation contractuelle.

Lot n°	Libellé	CA HT estimatif annuel en € HT	Maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande H.T. (4 ans)
1	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes département n°59	140 000,00 €	1 400 000,00 €
2	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°02 ; 08 ; 51	285 000,00 €	2 850 000,00 €
3	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°10 ; 52 ; 55	335 000,00 €	3 350 000,00 €
4	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°21 ; 25 ; 70 ; 71	290 000,00 €	2 900 000,00 €
5	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°16 ; 17 ; 85 ; 86	465 000,00 €	4 650 000,00 €
6	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°01 ; 69	305 000,00 €	3 050 000,00 €
7	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°38 ; 73 ; 74	30 000,00 €	300 000,00 €

8	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes département n°05	70 000,00 €	700 000,00 €
9	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes département n°13	880 000,00 €	8 800 000,00 €
10	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°26 ; 30 ; 84	431 000,00 €	4 310 000,00 €
11	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes département n°12	91 000,00 €	910 000,00 €
12	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°66 ; 09 ; 11 ; 31 ; 65 ; 81 ; 82	695 000,00 €	6 950 000,00 €
13	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°40 ; 47 ; 64 ; 33	702 000,00 €	7 020 000,00 €
14	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°78 ; 91 ; 92 ; 95	745 000,00 €	7 450 000,00 €
15	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°49 ; 72	220 000,00 €	2 200 000,00 €
16	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°35 ; 50	380 000,00 €	3 800 000,00 €
17	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°29 ; 56	1 593 000,00 €	15 930 000,00 €
18	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes département n°27	96 000,00 €	960 000,00 €
19	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°75 ; 77 ; 93 ; 94	983 000,00 €	9 830 000,00 €
20	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes département n°83	1 900 000,00 €	19 000 000,00 €
21	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°54 ; 57 ; 67 ; 68 ; 88 et 90	867 000,00 €	8 670 000,00 €
22	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°03 ; 19 ; 23 ; 63	320 000,00 €	3 200 000,00 €
23	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°18 ; 28 ; 45	341 000,00 €	3 410 000,00 €
24	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes départements n°36 ; 37 ; 41	47 000,00 €	470 000,00 €
25	Acquisition de fruits et légumes de 1ère, 4ème et 5ème gammes département n°06	21 000,00 €	210 000,00 €

Les candidats titularisés s'engagent à verser mensuellement à l'Econamat des Armées un pourcentage de 4 % de leur chiffre d'affaires mensuel réalisé dans le cadre des accords-cadres à bons de commande, au titre de "l'intermédiation contractuelle".

Des quantités indicatives annuelles sont mentionnées dans l'annexe 1 et 2 à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement du pouvoir adjudicateur.

3.3. VARIANTE(S)/OPTION(S)/PRESTATION(S) SUPPLÉMENTAIRE(S) ÉVENTUELLE(S) (PSE)

Variante(s)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.
Option(s)	Des options sont prévues : - Sept (7) reconductions tacites de six (6) mois.
Prestations supplémentaires éventuelles	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.

ARTICLE 4 – FORMALISME ET MODALITES DE REPONSE

4.1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le DCE se compose des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation et ses annexes ;
- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

4.2. MODALITÉS DE RETRAIT DU DCE

L'ensemble du DCE est disponible gratuitement pour tout candidat par retrait sur le site internet de la PLACE (plate-forme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

4.3. MODALITES DE TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE DCE

Nature de l'information à transmettre	Délai pour transmettre l'information
Questions complémentaires relatives à la procédure par un candidat adressées au pouvoir adjudicateur uniquement via le site https://www.marches-publics.gouv.fr . En cas de difficultés avérées de mise en ligne des questions sur Place portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit d'accepter un envoi à l'adresse électronique suivante : secretariat.CAO@economat-armees.fr	10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres
Réponse du pouvoir adjudicateur à une question complémentaire d'un candidat uniquement via PLACE	6 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres
Renseignements complémentaires éventuels concernant le cahier des charges communiqués par le pouvoir adjudicateur uniquement via PLACE	

4.4. FORME JURIDIQUE DE LA CANDIDATURE

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats. Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée. La forme est précisée dans la lettre de candidature (solidaire ou conjoint).

4.5. FORMAT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres doivent être communiquées **uniquement** par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr.

Les modalités de remise des offres via le site figurent dans l'annexe 1 au présent règlement de consultation.

La signature électronique n'est pas requise. **Les candidats prennent en compte le temps de téléchargement de leurs réponses sur le site de dématérialisation « LA PLACE ».** En cas de difficulté, ils peuvent consulter la rubrique « aide aux utilisateurs » ou contacter le support au 01.76.64.74.07.

Il est vivement conseillé aux candidats de mettre en ligne leurs offres avant le jour limite de remise des offres.

4.6. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

- **Les OFFRES** doivent être communiquées **uniquement** par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr au plus tard :

Le 18 décembre 2025 à 12 heures 00

***Nota bene : La date limite de réception des plis est la date de réception et non la date d'envoi.
Toute offre parvenue après les dates et heure limites de réception est irrecevable.***

4.7. MODALITES ET DATE DE REMISE DES ECHANTILLONS

Les échantillons demandés sont les suivants (lots n°1 à 25) :

Numéro Echantillon	Gamme	Libellé du produit	Quantité
1	4ème gamme	Salade fruits (4 fruits minimum)	1 seau
2	4ème gamme	Champignon de Paris émincé calibre moyen	1 sachet
3	4ème gamme	Concombre en rondelles pelé	1 sachet
4	4ème gamme	Mangues en cubes	1 seau
5	4ème gamme	Pommes quartier	1 sachet
6	4ème gamme	Pommes de terre lamelles cuites s/s vide	1 poche
7	4ème gamme	Pommes de terre ronde cuites s/s vide	1 poche
8	5ème gamme	Gratin dauphinois	1 poche

Dans le cadre d'une réponse via un groupement pour une réponse sur plusieurs lots, il n'est accepté qu'un seul lot d'échantillons.

- **Les ECHANTILLONS** doivent être communiqués au plus tard le :

16 décembre 2025 (entre 9h00 et 12h00 et 13h30 et 17h00)

*Privilégiez l'expédition des échantillons le mardi**

La date limite de réception des échantillons est la date de réception et non la date d'envoi.

La livraison des échantillons est impérative pour apprécier la qualité de l'offre. Ils servent à compléter l'évaluation des produits par une dégustation et un examen technique visant à vérifier la qualité des produits proposés aux fiches techniques définies pour chaque produit demandé. Les échantillons sont représentatifs des produits que le candidat se propose de livrer.

Le niveau de qualité des produits livrés doit être celui des échantillons présentés et retenus. Le candidat retenu s'engage à livrer exclusivement les produits dont il a fourni la fiche technique et l'échantillon, à l'exclusion de tout autre produit de substitution.

Les candidats font parvenir les produits demandés accompagnés de leur fiche technique à l'adresse indiquée dans le présent article.

En cas d'absence d'échantillon ou en cas de non représentativité de l'échantillon par rapport au produit demandé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de redemander l'échantillon dans un nouveau délai que le candidat est obligé de tenir, sinon l'offre n'est pas analysée, et *de facto* rejetée.

Les échantillons doivent être déposés à l'adresse suivante :

<p>ECONOMAT DES ARMÉES Division Technique Produits Alimentaires 26 rue Delizy 93507 PANTIN CEDEX</p>

Les modalités de réception des échantillons sont les suivantes :

- **Prise de rendez-vous :**

Un rendez-vous est IMPERATIVEMENT pris au préalable auprès de la Direction France Distribution du pouvoir adjudicateur au :

- 01.49.42.84.09 (chef de produits).
- Mail : Nolwenn.LEROCH@economat-armees.fr
- 01 49 42 43 64 (assistante chef de produit)
- Mail : severine.ferri@economat-armees.fr

- **Livraison :**

Les camions supérieurs à 7 tonnes ainsi que les semi-remorques ne sont pas admis dans l'aire de réception ; le dépôt des échantillons est effectué par le livreur en fonction du rendez-vous téléphonique préalable.

Chaque échantillon doit comporter une étiquette représentative de celle des produits que le candidat se propose de livrer. Aux fins d'identification, chaque colis d'échantillons doit contenir un bordereau précisant :

- les références de l'appel d'offres, lot concerné ;
- la raison sociale du candidat ;
- la désignation du (des) produit(s) ;
- le conditionnement de l'échantillon déposé.

- **Informations complémentaires :**

- Les candidats prennent à leur charge les frais de transport et, si besoin, les formalités et frais de douane concernant l'acheminement des échantillons.
- Les échantillons ne peuvent donner lieu à paiement.
- Les échantillons livrés ne sont pas restitués au candidat même en cas de rejet de sa candidature ou de son offre.
- Le protocole de sécurité doit être rempli, daté et signé par le candidat puis transmis le jour de la remise des échantillons. Il sera contresigné par le représentant du pouvoir adjudicateur en charge de la réception des échantillons.

Il est composé de 3 exemplaires :

- Original : destiné au chauffeur
- 2ème exemplaire destiné à l'entreprise d'accueil (Economat des Armées)
- 3ème exemplaire destiné à l'entreprise de transport

Au plus tard 48 heures avant la livraison, les candidats doivent impérativement remplir le protocole de sécurité prévu en annexe 8 au présent document et le communiquer par mail aux adresses suivantes :

nolwenn.leroch@economat-armees.fr

severine.ferri@economat-armees.fr

4.8. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES (DVO)

Les offres sont valables six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS A REMETTRE

5.1. DOCUMENTS A REMETTRE POUR LA CANDIDATURE

Conformément à l'article R 2143-4 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la capacité de présenter leur candidature sous forme écrite d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.

Ce document peut être directement complété en ligne via l'adresse suivante :
<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>.

Pour plus précisions sur le DUME, merci de se référer aux explications disponibles ici :
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Seul le format HTLM est accepté, aucune autre version du DUME du type PDF ou autre n'est acceptée par le pouvoir adjudicateur.

S'il ne souhaite pas remettre un DUME, le candidat fournit, conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique, l'ensemble des éléments suivants :

Eléments relatifs à sa situation propre	
1	La lettre de candidature DC1 ou document équivalent comprenant les attestations sur l'honneur prévues ou document équivalent
2	La déclaration du candidat DC2 ou document équivalent ;
3	La copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), s'il est en redressement judiciaire
4	Une présentation générale de l'entreprise ou du groupe ;
Eléments financiers	
5	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services, objet de la présente consultation, réalisés au cours des trois derniers exercices ;
6	La déclaration appropriée de banques ou la preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
Eléments techniques (annexe 4 au présent document)	
7	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
8	Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des accords-cadres à bons de commande
9	Les agréments et/ou certifications détenus (facultatif)
Références professionnelles (annexe 5 au présent document)	
10	La présentation d'une liste des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant approximatif, l'année et le destinataire public ou privé.

Tous les documents requérant la signature d'une personne habilitée à engager la responsabilité de l'entreprise doivent être retournés à l'Econamat des Armées par dépôt électronique. Seuls ces derniers font foi.

Ces documents peuvent être obtenus auprès des chambres de commerce et d'industrie (CCI) ou sur le site internet de la direction des affaires juridiques (DAJ) au moyen du lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- **Cas des entreprises nouvellement créées :**

Quand l'entreprise candidate a été créée depuis moins de trois années, elle fournit les documents financiers et techniques pour la période ayant débuté à sa création jusqu'au dernier exercice clos.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter le candidat ou de résilier l'accord-cadre à bons de commande considéré sans droit à indemnité pour le candidat ou titulaire.

5.2. DOCUMENTS A REMETTRE POUR L'OFFRE

Les documents à remettre sont les suivants :

N°	Documents à remettre et modalités à respecter
1	L'acte d'engagement et ses annexes sont entièrement renseignés, le tout daté et signé par une personne habilitée à engager la société.
2	<p>Les annexes à l'acte d'engagement doivent IMPERATIVEMENT :</p> <ul style="list-style-type: none">- être adressées en 2 exemplaires selon les modalités suivantes :<ul style="list-style-type: none">➤ exemplaire dûment signé sous format PDF ;➤ un second exemplaire sous format Excel (ou compatible) ; (En cas d'incohérence entre ces deux exemplaires, <u>la version PDF fait foi</u>)- être intégralement complétées. Dans le cas contraire, la conformité de l'offre du candidat est à la discrétion du Pouvoir Adjudicateur ;- ne pas être modifiées par les candidats (remplacement d'un produit par un autre, suppression de référence, suppression de colonne, etc.). Toute modification de « l'architecture » des documents de la consultation entraîne le rejet de l'offre.- Respecter le taux de couverture exigé en annexe 1A et 2 à l'acte d'engagement
3	Les documents probants et chiffrés des déclarations faites par le candidat en faveur du développement durable doivent être jointes avec l'offre.
4	<p>Pour chaque produit de 4^{ème} et 5^{ème} gamme, une fiche technique à jour et récente, en langue française ou tout autre document technique annexe.</p> <p>Cette fiche technique doit comprendre l'ensemble des informations permettant d'apprécier les spécifications du produit par rapport au besoin exprimé par l'EdA (libellés des produits et notices techniques).</p> <p><u>La dénomination de chaque fiche technique doit indiquer le libellé du produit et le n° de la ligne correspondante.</u></p> <p>En cas de non-respect, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retirer des points pour non clarté de l'offre remise.</p> <p>Une copie de l'étiquetage peut être réclamée ultérieurement en complément de la fiche technique fournie.</p>
5	Certificats « EGalim » des produits demandés à l'annexe 1B à l'acte d'engagement pour les produits concernés.

5.3. DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE PRESENTI (APRES NOTIFICATION)

Le titulaire pressenti doit fournir préalablement à la notification des accords-cadres à bons de commande, et ceci dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

- Une copie des certificats fiscaux et sociaux à jour du dernier exercice comptable clos ;
- Une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé NOTII accompagnée des documents qui y sont demandés.

À défaut de fournir les documents précités, l'accord-cadre à bons de commande considéré peut être attribué au concurrent dont l'offre est classée immédiatement après et ayant transmis les documents demandés.

Le candidat pressenti fera par ailleurs l'objet d'un examen de conformité sur la base des critères prévus par la loi no 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin 2 ».

Le titulaire pressenti doit fournir à compter de la notification de l'accord-cadre à bons de commande considéré, et ceci dans un délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur :

- Le tableau reprenant la liste des certifications distributeur et fabricant du produit avec les dates d'échéances ;
- Le tableau des allergènes et des valeurs nutritionnelles par produit ;
- Les éléments de conformité de l'emballage ;
- Le plan de contrôle analytique produit fini ;
- Le rapport d'analyse par produit ;
- Le plan de continuité d'activité.

Cette liste est non-exhaustive.

Un candidat étranger produit les documents équivalents prévus par la législation en vigueur dans son pays, accompagnés d'une traduction de courtoisie en langue française.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter le candidat ou de résilier l'accord-cadre à bons de commande considéré sans droit à indemnité pour le candidat ou titulaire.

5.4. COPIE DE SAUVEGARDE

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

ECONOMAT DES ARMÉES
Direction des achats
Cellule d'appui
26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX

La copie de sauvegarde peut être transmise par voie dématérialisée conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique. Celle-ci doit être adressée à :

Secretariat.cao@economat-armees.fr

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l'EdA a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à l'EdA dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais. Dans ce cas, seule cette copie de sauvegarde fait foi.

5.5. CONDITIONS DE PARTICIPATION

✓ **Candidature**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires concernés de produire ou de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qu'il a préalablement fixé.

Si un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participer fixées dans la présente procédure, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé.

Lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des soumissionnaires ou le classement des offres, le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. En tant que de besoin, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont irrecevables.

✓ **Offre**

La présence de l'ensemble des documents demandés est indispensable à l'analyse de l'offre. L'acte d'engagement, ses annexes et les documents exigés à l'appui de l'offre sont impératifs ; s'ils sont absents ou incomplets, l'offre est déclarée irrégulière. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au(x) soumissionnaire(s) concerné(s) de régulariser l'offre/les offres irrégulière(s), dans un délai approprié et identique pour tous et qu'il a préalablement fixé.

S'agissant des autres documents, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer au soumissionnaire les informations ou documents manquants. La demande n'est pas réitérée et le soumissionnaire qui ne fournit pas la pièce réclamée ou les informations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur pourrait voir son offre déclarée irrecevable.

ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1. CRITÈRES D'ANALYSE DES CANDIDATURES

L'examen des candidatures se fait conformément au code de la commande publique.

Les candidatures sont examinées au regard des éléments demandés à l'article 5.1 du présent RC.

L'examen des candidatures porte sur les capacités économiques, financières, techniques et les références professionnelles.

Pour justifier ses capacités financières et techniques et ses références professionnelles, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte celles d'autres opérateurs

économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et du fait qu'il en disposera pour l'exécution des accords-cadres à bons de commande.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

6.2. CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

L'examen des offres se fait conformément au code de la commande publique.

Conditions impératives cumulatives sous peine d'offre non examinée (non recevable) :

Les candidats s'engagent :

- à approvisionner l'intégralité des sites (y compris ceux rajoutés en cours de marché) situés dans le(s) département(s) composant le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) il répond ;
- A disposer d'une certification permettant l'entreposage et la distribution de produits issus de l'agriculture biologique ;
- Pour les lots n°1 à 25, à proposer 100% des familles de produits indiquées à l'annexe 1A à l'acte d'engagement (Fruits et légumes de 1^{ère} gamme) ;
- Pour les lots n°1 à 25 (Fruits et légumes de 4^{ème} et 5^{ème} gamme) : à proposer un minimum de 90% des produits demandés à l'annexe 2 à l'acte d'engagement classés en besoins impératifs ;
- A proposer (1^{ère} gamme) pour les produits conventionnels et « EGalim » de la **catégorie extra ou I** ;
- A respecter le montant minimum de livraison fixé à 70 € ou 50 kilos et 40€ ou 20kg pour les 9 sites renseignés dans le CCAP en raison de leur capacité d'absorption ;
- A respecter un délai J +2 (fruits et légumes de 1^{ère} gamme) et J+3 (fruits et légumes de 4^{ème} et 5^{ème} gamme) à compter de la date de commande ;
- A respecter la fréquence de livraison spécifique à chaque client et indiquée à l'annexe 1 au CCAP ;
- A respecter une date de durabilité minimale (DDM/DLC) restante à la livraison égale au minimum à 2/3 de la DDM/DLC totale ;
- A fournir les échantillons demandés ;
- Pour des clients utilisant un outil de gestion prévisionnel de production (COALAA), à être en capacité d'accepter des commandes de l'EdA sous format EDI ou à défaut par mail ;
- A être en capacité d'établir un plan d'animation commerciale (animation des mercuriales avec des opérations promotionnelles saisonnières, planning de visite chez les clients, plan de communication et animation commerciale autour de produits EGalim, etc...) ;
- A être en mesure d'identifier les produits EGalim sur les bons de livraison et les factures.

Critère de jugement des offres jugées conformes

Lots n°1 à 25

CRITERE 1 : PRIX DES PRODUITS

Les candidats doivent indiquer leurs prix à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Sous critère n°1 : prix des fruits et légumes de 1^{ère} gamme

Les candidats doivent indiquer leur prix unitaire HT des fruits et légumes de 1^{ère} gamme, lors de la remise des offres au mois de décembre.

Sous critère n°2 : prix des fruits et légumes de 4^{ème} et 5^{ème} gamme

Le candidat indique le prix unitaire par produit.

- Les prix de chaque produit, en euros HT **avec au plus deux décimales**, tiennent compte de toutes les sujétions et conditions d'exécution nécessaires et comprennent, outre les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation :
- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
 - toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
 - l'ensemble des dépenses nécessaires pour couvrir les charges administratives ;
 - le conditionnement, l'emballage et les frais divers ;
 - la livraison ;
 - la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle soit 4%¹.

Il est demandé aux candidats d'être vigilants lors de l'établissement du prix proposé quant aux différences possibles de grammage/volume entre les produits actuels de l'EdA et ceux proposés par le candidat. Ainsi, il est nécessaire d'adapter le prix proposé à l'unité de consommation de l'EdA dans la colonne « Prix HT en fonction de l'unité de consommation actuelle de l'EdA » afin que celui-ci soit cohérent².

Cette colonne a pour but de permettre une comparaison financière des différentes offres à partir d'une base commune.

CRITERE 2 : LA QUALITE DE L'OFFRE

Sous-critère 1 : la capacité à proposer des fruits et légumes de 1^{ère} gamme issus de l'agriculture biologique et « EGalim » :

Il est demandé au candidat de renseigner l'annexe 1B *Listing des produits issus de l'agriculture biologique et "EGalim"* **et de joindre les certificats « EGalim » correspondants.**

Sous-critère 2 : la capacité à proposer des fruits et légumes de 4^{ème} et 5^{ème} gamme issus de l'agriculture biologique et « EGalim » :

Il est demandé au candidat de renseigner l'annexe 1B *Listing des produits issus de l'agriculture biologique et "EGalim"* **en précisant le nombre de produits correspondants.**

Sous-critère 3 : l'analyse des fiches techniques des produits (4^{ème} et 5^{ème} gamme)

¹ Par exemple : le taux d'intermédiation contractuelle pour un lot donné est de 4%. Dans le cadre de ce lot, le candidat souhaite proposer un produit dont le prix unitaire est de 1,00 € HT. Le candidat doit donc indiquer dans l'annexe financière un prix de 1,04 € HT.

L'analyse technique des produits est réalisée à partir des fiches techniques des candidats.
Il est demandé aux candidats d'indiquer la nature des emballages (mono matériaux, emballage recyclable...) et la nature des encres (végétales, etc...).

Sous-critère 4 : la qualité organoleptique des échantillons (4ème et 5ème gammes)

La qualité organoleptique des échantillons est jugée par une commission de dégustation (cf. 4.7 échantillons).

La commission de dégustation procède à l'évaluation des échantillons dans les conditions d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Sous-critère 5: la capacité à accompagner les producteurs dans une démarche « EGalim »

Le candidat fourni :

- le nombre de producteurs sous contrat ou sous charte d'accompagnement ;
- le nombre de producteurs total.

Sous-critère 6 : la description des méthodes de maîtrise de la maturité, fraîcheur des produits (annexe 4 à l'acte d'engagement)

Sous-critère 7 : la DDM/DLC restante des produits de 4ème et 5ème gamme (annexe 2 à l'acte d'engagement)

Sous-critère 8 : temps de trajet

Sous-critère 9 : la capacité de dépannage (annexe 4 à l'acte d'engagement)

Sous-critère 10 : la sécurité sanitaire des aliments

Le candidat remplit l'annexe 7 à l'acte d'engagement

CRITERE 3 : LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Sous-critère 1 : la politique générale en matière de développement durable,

Sous-critère 2 : les mesures sociétales,

Sous-critère 3 : les déplacements,

Sous-critère 4 : les mesures environnementales,

Les démarches indiquées par le candidat doivent être justifiées par les documents appropriés listés à la fois par le présent document et par l'annexe 5 à l'acte d'engagement. Les démarches validées, non justifiées ou dont la justification apportée n'est pas satisfaisante, n'accordent aucun point. Tout document justificatif manquant n'est pas redemandé par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – DROIT – LANGUE ET MONNAIE APPLICABLES

7.1. PROCÉDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue du Puig – 93558 MONTREUIL

Tel : 01 49 20 20 00

Fax : 01.49 20 20 99

E-mail : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Il s'agit également du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours.

7.2. LANGUE DES ACCORDS-CADRES A BONS DE COMMANDE

Le français est la seule langue qui régit l'intégralité des accords-cadres à bons de commande. Pour les fiches techniques, une autre langue de l'Union européenne est autorisée à la condition expresse qu'une traduction de courtoisie exhaustive soit fournie.

7.3. MONNAIE APPLICABLE

L'euro est la monnaie applicable.